

Brochure n° 3014

Convention collective nationale

IDCC : 2336. – **ORGANISMES GESTIONNAIRES
DE FOYERS ET SERVICES
POUR JEUNES TRAVAILLEURS**
(6^e édition. – Mars 2004)

AVENANT N° 6 DU 15 MARS 2005

RELATIF AU TAUX DE CONTRIBUTION
À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET0550631M

IDCC : 2336

Article 1^{er}

En application des dispositions de l'article 8.1 de l'accord n° 5 du 15 mars 2005 relatif à la formation professionnelle le présent accord valide la décision de la CPNEF du 7 février 2005 reprise à l'article 2.

Article 2

La loi sur la formation tout au long de la vie professionnelle de mai 2004 a modifié sensiblement l'ensemble des dispositifs de formation :

- la création du DIF ;
- le remplacement des contrats de qualification – contrat d'orientation en alternance (anciennement le 0,3 % de l'alternance) par les contrats et périodes de professionnalisation (nouvelle contribution de 0,5 % en lieu et place du 0,3 % alternance) et institution d'une contribution de 0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés.

Ces dispositions législatives ajoutées aux obligations conventionnelles (convention collective nationale du 16 juillet 2003 étendue par arrêté du 9 février 2004) ont pour conséquence une augmentation mathématique de la contribution des entreprises sur l'ensemble des dispositifs de 0,2 %.

La commission paritaire nationale emploi formation de la branche des FSJT composée des 5 organisations confédérées (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, CGT-FO) et du syndicat employeur de la branche (SNEFOS-JT) a

décidé au cours de sa réunion du 7 février 2005 de maintenir le taux global consacré à la formation professionnelle à hauteur de 2 % de la masse salariale des entreprises en ramenant pour l'année 2005 (au titre de la masse salariale 2004) le taux de mutualisation obligatoire à 0,30 % au lieu de 0,50 %.

Les critères déterminant les actions finançables sur les fonds mutualisés (AFE individuelles et collectives) seront fixés au cours du premier trimestre 2005 et seront communiqués par l'OPCA Uniformation désigné par la branche (accord du 14 novembre 2003).

Article 3

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Paris, le 15 mars 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national employeur des foyers et services pour jeunes travailleurs (SNEFOS-JT).

Syndicats de salariés :

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC ;

Fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT ;

Union nationale des syndicats et sections syndicales des salariés des foyers et services pour jeunes travailleurs (UNS CGT-FJT).